

A l'occasion du nouvel an, le Président de la République s'est adressé au Peuple de Guinée

Nouvel An 2013 : Adresse à la Nation du Chef de l'Etat

Guinéennes, Guinéens,

Chers Compatriotes, A chacun d'entre vous, à vos familles, à tous ceux qui vous sont chers et proches, à tous les Guinéens de l'Extérieur, aux Etrangers qui vivent avec nous, je présente mes meilleurs vœux pour l'année 2013.

Que cette nouvelle année soit pour toutes et tous, une année de paix, de santé et de succès dans tous ce que vous entreprenez.

La célébration de la nouvelle année, un moment de joie et de concorde nationale, m'offre l'opportunité de m'adresser à vous, de dresser un bilan de l'année écoulée, de rappeler le cap que j'ai fixé, tout en clarifiant les priorités pour notre pays.

Aujourd'hui, notre pays est à un moment particulier de son histoire.

Les deux années qui viennent de s'écouler depuis la transition démocratique de 2010 ont permis à notre Nation solidaire dans l'effort, de renforcer son unité et de poser les jalons de son renouveau.

Je salue votre patriotisme ainsi que les efforts et les sacrifices consentis pour engager notre pays sur la voie du changement. Votre courage a porté ses fruits.

Avec le travail et la détermination du gouvernement, nous avons ensemble réussi de grandes avancées sur le plan social, économique et politique.

A cet effet nous avons engagé de profondes réformes.

En deux années seulement, nous avons réussi là où des décennies de mal gouvernance ont échoué.

J'avais pris l'engagement de replacer l'avenir des Guinéennes et des Guinéens au cœur de l'action gouvernementale, et de tout mettre en œuvre pour améliorer les conditions de leur vie.

Ce grand chantier républicain est vaste et ambitieux.

Mais il est réalisable. Les premiers succès enregistrés en témoignent. Ils sont la preuve tangible que le cours du changement en Guinée est bel et bien entamé.

Il se traduit notamment sur le plan social par la création depuis janvier 2011 de 42.900 emplois directs dans le secteur formel.

Grâce aux réformes structurelles, les services publics concernés sont désormais capables de fournir des données statistiques fiables sur l'emploi.

Le changement intervenu se traduit également par la baisse du prix des denrées de première nécessité.

Le prix du sac de riz importé est ainsi passé de 250 000 à 180 000 francs guinéens.

En 2012 l'accès à l'électricité dans les foyers s'est considérablement accru. Les chefs-lieux des 33 préfectures du pays sont désormais éclairés grâce à un programme d'énergie solaire.

Sur le plan des infrastructures, nous avons achevé plusieurs chantiers, et avons reconstruit ou réhabilité plusieurs routes avec un impact direct sur la circulation des biens et des personnes.

Les travaux de bitumage des voiries des villes comme Kissidougou, Dabola, Kouroussa, Siguiri, Mandiana, Kérouané, Labé, Mamou, Dalaba, Pita, Dinguiraye et Nzérékoré sont en cours.

Concernant les grandes infrastructures énergétiques, le chantier du barrage de Kaléta a démarré.

Les centrales thermiques de Tombo 3 et Tombo 5 ont été réhabilitées et de nouvelles centrales thermiques ont été acquises.

Un protocole d'accord a été signé en vue de la réalisation du barrage Fomi.

Le changement sur le plan social, ce sont aussi les 100 nouveaux bus de grande capacité mis en circulation à Conakry sous l'égide de la Sotragui pour faciliter le transport de la population urbaine.

Une autre réalisation est illustrée par la connexion imminente de la Guinée au reste du monde à travers la fibre optique.

Cette relation de nos concitoyens et de nos entreprises à l'internet facilitera les échanges commerciaux et l'accès à l'information.

C'est dans le souci d'impulser une réelle politique de décentralisation que pour la première fois nous avons célébré la fête de l'indépendance ailleurs que dans la capitale, à Boké précisément.

En 2013, nous le ferons à N'zérékoré et nous mettrons par la suite d'autres villes à l'honneur.

En peu de temps, la Guinée a déjà rattrapé un lourd retard.

Comment ne pas évoquer avec vous les grands moments qui ont jalonné l'année 2012, mobilisé notre Nation toute entière et participé au rayonnement de la Guinée ?

Il y a quatre mois, nous avons atteint le Point d'achèvement de l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).

Cela a permis l'allègement de notre dette extérieure de 2.1 milliards de dollars!

Ce succès a été obtenu grâce à vos sacrifices et aux efforts déployés par le gouvernement en quelques mois seulement, alors que le processus était bloqué depuis plus d'une dizaine d'années. Le succès de notre pays, repose sur la bonne gouvernance et les performances macroéconomiques réalisées depuis 2011.

Sur ce dernier chapitre les chiffres parlent d'eux-mêmes : la croissance a plus que doublé, l'inflation a été réduite de moitié, le déficit budgétaire divisé par trois, les réserves de change maintenues à trois mois d'importation, les recettes de douane multipliées par trois, et une stabilité monétaire sans précédent.

Il y a quelques jours, la Guinée a franchi une nouvelle étape cruciale. Nous avons enfin signé avec la Commission européenne l'accord pour le 10ème Fonds européen de développement (FED).

D'un montant total de 235 millions d'euros, cette enveloppe financière va permettre à la Guinée de réaliser des investissements essentiels dans les services sociaux de base, que sont la santé, l'eau, l'assainissement, et de bâtir les infrastructures routières indispensables à la circulation des personnes et des biens.

Cet accord du 10^{ème} FED marque aussi la reprise totale de la coopération entre la Guinée et l'Union européenne, qui avait été suspendue en 2008 et n'avait repris depuis que partiellement.

Les succès marquant de l'année 2012, sont intimement liés à l'enracinement de la démocratie dans notre pays.

Ils montrent que la parole et la signature de la Guinée, dans les enceintes internationales, sont désormais reconnues et respectées.

Malgré les obstacles inhérents à son histoire politique, la Guinée approfondit son apprentissage démocratique.

La mise en place d'un calendrier électoral, dans le prolongement de la recomposition paritaire de la Commission Electorale Nationale Indépendante, a permis à nos partenaires extérieurs de constater notre attachement profond au pluralisme politique et à la réhabilitation du suffrage universel.

Chers Compatriotes,

Je veux saluer votre engagement et votre sagesse, grâce auxquels, dans les moments parfois difficiles, notre pays a su préserver l'essentiel : la paix et la cohésion sociale.

Il y a bien sûr des divergences inhérentes aux débats contradictoires, essence même de la démocratie.

Mais je tiens à féliciter tous les acteurs politiques pour les efforts fournis pour la mise en place d'un système électoral dont la CENI et le Code Electoral constituent le socle de voûte.

Les prochaines élections législatives dont la transparence et l'équité seront totales, vont permettre au peuple souverain de choisir ses représentants à l'Assemblée Nationale.

Les députés vont se constituer en majorité et en opposition parlementaire.

La Guinée aura enfin une représentation nationale digne de ce nom pour mener un débat démocratique libre, consensuel ou contradictoire, mais toujours constructif.

Je veillerai particulièrement à la définition et à la mise en œuvre d'un statut de l'opposition dont la voix sera entendue et prise en compte dans la gestion des affaires publiques.

L'année 2012 a été aussi l'année d'un dialogue social exemplaire entre les syndicats, le gouvernement et le patronat.

Je suis heureux que les acteurs sociaux de notre pays aient pu aboutir, après un très long processus, à un accord tripartite le 14 décembre dernier.

Cet accord établit pour la première fois dans notre pays un Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG).

D'un montant de 440 000 francs guinéens mensuels, ce salaire doit contribuer à améliorer les conditions de vie de milliers de travailleurs des secteurs public et privé.

Parmi les autres acquis sociaux, cet accord permettra une augmentation de la valeur du Point d'indice des salaires dans la fonction publique de 50% d'ici à fin 2013, et consacrera également la mise en place d'un système d'assurance maladie obligatoire.

Ce dialogue est la preuve que lorsque nous fournissons les efforts ensemble, nous pouvons, ensemble, dans la concertation, en partager les fruits.

Pour améliorer les conditions de travail et lutter contre le gaspillage des deniers publics, un assainissement du fichier de la fonction publique a également permis de détecter plus de 5.000 cas d'irrégularités et de fraudes.

Cet assainissement permettra d'assurer avec plus de rigueur le Programme de recensement biométrique de la Fonction publique dès janvier 2013, et de moderniser les critères de sélection des compétences à travers notamment l'organisation de concours ouverts principalement aux jeunes.

L'Etat a ainsi mis en place pour 2013 le recrutement sur concours de 518 jeunes dans la Fonction Publique.

Pour garantir les droits et les devoirs des employés et employeurs, nous devons réaliser une mise à niveau de nos outils législatif et réglementaire.

J'ai instruit, en novembre 2012, la mise en place de la Commission Consultative du Travail et des Lois Sociales pour qu'elle examine entre autres le Code du Travail dont la refonte doit garantir le droit des travailleurs, mais également la promotion de l'entreprise et la création d'emploi.

Jeunes de Guinée, vivant ici et ailleurs,

L'avenir de notre pays se bâtit aujourd'hui en ouvrant les portes de l'emploi aux jeunes générations, en consolidant le marché du travail à travers le renforcement du secteur privé, mais aussi en réformant l'école et en améliorant d'une manière générale la formation.

Ce sont là les piliers de ma grande bataille pour la jeunesse.

L'effort dans ce domaine recouvre la formation technique et professionnelle, créatrice d'emploi pour les jeunes.

Les formations proposées doivent concerner autant les jeunes scolarisés que ceux en situation d'apprentissage dans les petites et moyennes entreprises et dans l'informel.

Le soutien à l'éducation concerne aussi notre système d'enseignement supérieur et de recherche scientifique qui souffre depuis des années d'un sous-investissement chronique en matière d'infrastructures, d'équipements et de formation.

Il est également mal adapté au marché du travail d'où un taux d'accès à l'enseignement supérieur extrêmement faible.

J'ai demandé au Premier ministre et au gouvernement de lancer dans les meilleurs délais une étude approfondie et participative sur le système éducatif guinéen en général et sur l'enseignement supérieur en particulier.

Notre Université doit former, produire les savoirs et les savoir-faire, indispensables à la maîtrise de notre processus de développement.

Chers Compatriotes,

L'amélioration des conditions de vie repose sur un accès plus élargi aux services sociaux de base.

L'accès à l'eau potable est un besoin vital.

Notre pays avec son potentiel naturel, les investissements adéquats et une gestion rigoureuse peut fournir l'eau potable à tous ses habitants.

Nous connaissons tous les liens entre la qualité de l'eau et la plupart des maladies qui sévissent dans nos villes et dans nos campagnes.

L'investissement pour l'accès à l'eau est un investissement à impacts multiples. D'ores et déjà, le gouvernement a lancé les travaux d'alimentation en eau potable des villes de Boké et Téliélé, ils seront achevés en 2013.

Il a également mobilisé le financement nécessaire à la réalisation des travaux d'alimentation en eau potable des villes de Lola, Yomou, Gaoual, Lélouma et Tougué. Les travaux démarreront en 2013.

En milieu rural, l'eau est un enjeu tout aussi vital. L'objectif est que chaque village de plus de 300 habitants de notre pays puisse bénéficier, à terme, d'un point d'eau potable.

La politique de santé est tout aussi primordiale. Ma première décision après mon investiture a été de signer le décret sur la gratuité des actes médicaux liés au don de la vie.

Cette année, les Hôpitaux et les Centres de santé ont enregistré une progression de 10% des accouchements.

En matière de réduction de la mortalité infantile, 309 000 enfants de moins d'un an ont été vaccinés, soit une couverture de 90%.

Pour assurer la stabilisation, macroéconomique, un préalable au développement durable de la Guinée, nous devons privilégier cinq secteurs clés : l'agriculture, l'artisanat, les infrastructures, l'énergie et les mines.

Le socle de notre nouvelle politique agricole est la mise en place progressive d'un secteur productif et rentable, favorisant l'autosuffisance alimentaire, la transformation des exploitations

familiales en véritables entreprises agricoles, le développement des cultures de rente, la transformation des produits agricoles et la généralisation de pratiques agricoles productives et soucieuses de la protection de l'environnement.

L'activité agricole concerne sept Guinéens sur dix. Ils représentent une large majorité de notre population et ils ont été trop longtemps les laissés pour compte des politiques gouvernementales.

Avec leurs maigres moyens, ils produisent 75% de notre besoin en riz. Ils sont donc au cœur de notre stratégie de développement

L'Agence Nationale des Statistiques Agricoles et Alimentaires et les organisations internationales gouvernementales ont évalué la production de l'année dernière à 1,8 millions de tonnes de riz paddy.

Grâce aux deux dernières campagnes agricoles, nous pouvons envisager d'atteindre prochainement l'autosuffisance en riz. En même temps, nous devons assurer la diversification de notre alimentation en faisant une place à d'autres cultures comme celles du manioc, du maïs, de l'igname, de la pomme de terre, des légumes et des fruits.

Par ailleurs, pour favoriser la participation des organisations paysannes à la gouvernance du secteur agricole, des élections à tous les niveaux de la Chambre Nationale d'Agriculture seront organisées en 2013.

Le secteur de l'élevage poursuit les mêmes priorités de sécurité alimentaire, d'accroissement des revenus des éleveurs et de préservation de l'environnement.

La promotion des femmes et le soutien à **l'artisanat** sont tout aussi essentiels pour renforcer durablement notre tissu économique et social.

Développer l'accès au micro-crédit d'une teinturière à Labé, d'un ébéniste à Conakry, d'une coiffeuse à Boké, d'une

couturière à Kankan, ou d'un maçon à Nzérékoré, c'est vital pour soutenir l'économie des familles, réduire la pauvreté et, au-delà, renforcer le dynamisme des territoires locaux.

Concernant les mines, nous avons entamé une vaste réforme visant à normaliser et à consolider un secteur qui, pendant des décennies, a souffert du manque de transparence et d'une incertitude chronique.

Outre l'adoption d'un nouveau Code Minier, la réforme en cours du Cadastre, et la production de textes d'application, la Guinée a mis en place une Commission Technique de Revue des Contrats Miniers, avec le soutien d'institutions et de cabinets internationaux pour la promotion de la transparence et la protection des intérêts légitimes du pays.

Pour développer le secteur minier guinéen, et valoriser enfin nos énormes ressources au profit des populations, nous avons relancé un dialogue stratégique avec les partenaires investisseurs.

Le gouvernement mène une série de négociations sur les principaux grands projets miniers. Toutes les Conventions seront soumises à l'examen de l'Assemblée Nationale dont le rôle aujourd'hui est assuré par le Conseil National de Transition (CNT).

Dans ce domaine aux enjeux complexes et vitaux, je veux procéder en ayant pour boussole les seuls intérêts de la Guinée d'aujourd'hui et des générations futures.

La valorisation de nos richesses minières repose aussi sur la réalisation de grandes infrastructures ferroviaires, portuaires et énergétiques. Nous nous y attelons sans relâche depuis 2011. Certains de ces projets verront le jour en 2013.

Doter la Guinée d'infrastructures de transport viables et efficaces est indispensable pour attirer les investisseurs.

Cette année, les investissements réalisés au niveau de l'aéroport de Conakry ont permis de doubler sa capacité annuelle d'accueil !

Le port de Conakry, à travers un partenariat public privé, a aménagé 12 hectares de terre-plein pour le stockage des conteneurs. En 2013, la réalisation de nouveaux quais permettra d'assumer la vocation sous régionale du Port autonome de Conakry.

L'énergie est un facteur indispensable au développement et à l'expansion économique.

Ces deux dernières années, nous avons dû concentrer nos efforts sur des mesures d'urgence comme la réhabilitation des Centrales Thermiques et Hydroélectriques, ou l'amélioration du transport et de la distribution et ainsi que la fourniture régulière des groupes thermiques en carburant.

Cette phase a permis une amélioration notable de la desserte à Conakry et dans les chefs-lieux de régions administratives. Des efforts ont été fournis également pour étendre le réseau de transport, de distribution et améliorer le recouvrement.

Nous avons également acquis des capacités supplémentaires de production énergétique d'une puissance de 100 mégawatts.

Nous entamons maintenant la seconde phase de notre politique énergétique : celle du développement des grands projets hydroélectriques dont le premier, Kaléta, d'une puissance de 240 Mégawatts a été lancé en 2012.

Des études pour la réalisation du barrage hydroélectrique de Souapiti et de quelques mini- centrales à l'intérieur du pays seront engagées au début de 2013.

Chers Compatriotes,

Il n'y a pas de développement économique et social, sans un Etat légitime et impartial, sans une administration compétente et crédible.

J'ai engagé la réforme de l'Etat dont la première phase concerne les secteurs de sécurité et de défense. Les premiers résultats se font déjà sentir dans l'organisation et le fonctionnement des Forces de défense et de sécurité.

La vigueur et le rythme de ces réformes vont être maintenus.

J'ai également érigé la lutte contre la corruption et le renforcement de l'Etat de droit en priorité. L'instauration d'un Etat de droit passe par une justice indépendante et équitable pour tous.

L'année 2013 sera celle de la Justice. Je mesure plus que quiconque la nécessité d'établir une justice respectée des justiciables et équitable entre les parties.

C'est pourquoi nous allons mettre en place un programme global de la gouvernance judiciaire qui prendra en compte les aspects institutionnels, humains, infrastructurels et financiers.

Cela est indispensable pour asseoir la dignité du juge et garantir la bonne administration de la justice.

Dans ce domaine comme dans tant d'autres, la Guinée vient hélas de loin.

Pour nos droits en tant que citoyens et pour la sécurité des investissements dans notre pays, il nous faut une justice forte et crédible.

Les résolutions des états généraux de la justice seront appliquées de manière progressive et déterminée.

La modernisation de l'administration est nécessaire pour que l'Etat retrouve son efficacité, son intégrité et sa représentativité. En effet, l'administration a en charge le bon fonctionnement de l'Etat.

La plupart de nos administrations fonctionnent dans le mépris des textes, dans le non-respect des missions et attributions des structures, sans tenir compte des instances de concertation et de coordination statutaires.

Elles n'accordent aucune considération quant à l'obligation de fournir un service de qualité aux usagers et aux citoyens.

J'ai donné des instructions au Premier ministre à cet effet pour que dès le début de cette année, les membres du gouvernement veillent à la bonne application des textes et des principes qui régissent le fonctionnement de l'administration publique.

Comme je l'ai fait pour la réforme des secteurs de sécurité et de défense, je veillerais moi-même à la mise en œuvre de la réforme de l'Etat et de la modernisation de l'administration.

L'Etat, c'est l'organisation politique et juridique de notre Nation.

En plus de ses prérogatives régaliennes de souveraineté, de sécurité et de représentation, il doit, par la qualité de son administration, défendre l'intérêt général, les droits et libertés.

Le service public doit bénéficier d'abord aux citoyens et promouvoir le développement économique.

L'Etat doit être le garant de la transparence et de la bonne gestion. L'Etat que nous souhaitons bâtir ne doit obéir à aucun cadre idéologique.

Tout en s'inspirant de notre passé, lointain et proche, il doit être capable de faire face aux enjeux du présent et aux défis du futur.

Guinéennes, Guinéens,

Chers Compatriotes,

Le changement en Guinée est en cours. Notre pays a déjà franchi avec succès une phase importante de sa transition.

Pas à pas, nous rattrapons un lourd retard. Notre Nation stabilisée et redressée s'est créée les conditions pour prendre un nouveau départ. Elle a gagné en sérénité.

Elle a gagné en crédit. Elle a gagné en confiance. La Guinée a désormais sa place dans le concert des Nations.

Ma détermination à construire pour vous, et avec vous, une Guinée émergente est plus forte que jamais.

Ma responsabilité et mon devoir de chef d'Etat sont de faire avancer notre Nation pour que chaque Guinéen puisse vivre dans les meilleures conditions possibles.

Rien n'arrêtera notre pays sur la voie de son développement.

Guinéennes, Guinéens,

Où que vous soyez, en ville ou à la campagne, ici où à l'étranger, je vous souhaite encore une fois bonne et heureuse année 2013.

QUE DIEU PROTEGE ET BENISSE LA GUINEE.

Transmis par le Bureau de Presse de la Présidence